

21 avril 2020

LETTRE OUVERTE

À l'attention des Gouvernements des états membres de l'Union européenne

Au nom d'EULITA, l'Association européenne des interprètes et traducteurs juridiques, permettez-moi tout d'abord d'exprimer notre tristesse et notre désarroi devant la perte d'autant de vies. Les difficultés et conséquences sans précédent auxquelles vos États doivent faire face à l'heure actuelle du fait de la pandémie provoquée par le COVID-19 nous concernent, et nous heurtent profondément.

Devant cette crise dévastatrice pour tous, je ne peux qu'attirer votre attention sur la situation frappant très gravement les interprètes et traducteurs juridiques, suite à la suspension des activités économiques, politiques et juridictionnelles. Le confinement ayant entraîné l'annulation de la plupart de leurs affectations, nombre de ces professionnels se sont retrouvés sans travail et sans aucune certitude quant à leur avenir.

EULITA est consciente du fait que tous les gouvernements sont en train d'adopter des mesures en soutien notamment des entreprises et des travailleurs afin de réduire les conséquences de cette crise historique.

Or, il semblerait que dans beaucoup de pays les interprètes et traducteurs juridiques indépendants ne bénéficieraient pas de telles mesures, ce qui les laisse entièrement démunis de toute protection.

EULITA invite donc solennellement les membres de l'Union européenne à prendre conscience de ce problème et à étendre leur soutien au profit de traducteurs et interprètes juridiques aussi, dont la situation est extrêmement précaire. Il serait vital pour ces professionnels que les gouvernements exhortent leurs administrations publiques à recourir aux services d'interprétation et de traduction à distance plutôt que d'annuler leurs engagements. Par ailleurs, il serait fâcheux que cette situation tragique ne serve pas de prétexte pour restreindre, voire violer, les droits à un procès équitable, garantis et protégés tant par des normes européennes que par des normes constitutionnelles des États.

EULITA en appelle donc officiellement aux gouvernements des États membres et demande instamment l'adoption de mesures d'urgence pour sauvegarder et, par là même, promouvoir la profession des interprètes et traducteurs juridiques, dont le rôle est essentiel pour une société démocratique.

Daniela Amodeo

Présidente d' EULITA, l' Association d'interprètes et de traducteurs juridiques européens